

# Focus sur l'Arabie saoudite

La mise à jour mensuelle de l'ambassade saoudienne à Bruxelles



Novembre 2017 – N° 19

## Dans ce numéro

- > Un missile houthi prend Riyad pour cible
- > Le projet NEOM et l'Initiative de l'investissement du futur
- > En faveur d'un islam modéré
- > L'Arabie saoudite apporte son aide aux Rohingyas
- > L'aide KS Relief pour le Yémen
- > Les femmes dans la société saoudienne

## Le mot de l'ambassadeur

Un peu plus tôt en novembre, Riyad a été la cible d'une attaque par missile scandaleuse et criminelle organisée par la milice houthie contrôlée par l'Iran qui opère au Yémen. L'interception et la destruction immédiate du missile par l'armée de l'air saoudienne a évité le pire aux habitants de la capitale saoudienne. Nombre d'organisations et d'hommes d'État à travers le monde ont condamné fermement cet acte lâche et hostile perpétré contre l'Arabie saoudite, ce qui renforce notre confiance dans la lutte contre le terrorisme, surtout lorsque celui-ci s'inscrit dans un effort hégémonique de déstabilisation de notre royaume et de l'ensemble de la région.

Pendant ce temps, l'Arabie saoudite a poursuivi la mise en œuvre de profondes réformes dans le cadre de son programme ambitieux « Vision 2030 » et a élargi les possibilités d'une coopération internationale, notamment avec des dirigeants et des entreprises européennes, comme l'a révélé le programme d'échanges organisé à Riyad et à Bruxelles, que j'ai eu l'honneur de soutenir.



Abdulrahman S. Alahme, ambassadeur

## Un missile houthi prend Riyad pour cible



« L'Iran est en train d'anéantir toute tentative de solution favorable au Yémen »

Le 4 novembre dernier, la milice houthie contrôlée par l'Iran et opérant au Yémen a de nouveau visé Riyad en tirant un missile balistique à partir du territoire yéménite. Le missile a été intercepté et détruit par la défense aérienne saoudienne, provoquant la projection de fragments sur des zones peuplées sans faire toutefois aucun blessé et sans occasionner de dégâts matériels. De fabrication iranienne, le missile a été livré en pièces détachées aux milices iraniennes opérant au Yémen afin d'y être assemblé. Une roquette similaire avait été lancée sur Yanbu en juillet dernier.

La portée du missile, capable de traverser cette vaste étendue de terres entre les territoires yéménites et Riyad, prouve qu'il s'agit d'un type de missile sophistiqué n'ayant pas pu être fabriqué ou développé par les milices iraniennes opérant au Yémen. Par conséquent, cela confirme la participation d'experts iraniens et du Hezbollah, qui ont contribué à

assembler et à tirer le missile depuis le territoire yéménite. Cela corrobore également l'intervention iranienne au Yémen, le soutien aux tentatives de renversement de la légitimité du Royaume d'Arabie saoudite et son ciblage, ce qui constitue une violation de la résolution 2216 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le tir irrationnel et aléatoire de tels missiles sophistiqués de grande portée à partir du territoire yéménite vise des civils et des zones peuplées de Riyad, ce qui constitue une violation du droit international humanitaire. Cela représente une menace à la sécurité saoudienne et à la sécurité régionale et internationale, et mine les efforts internationaux visant à rétablir la paix et l'ordre au Yémen.

Le Royaume d'Arabie saoudite entend réagir devant cet acte d'agression orchestré par l'Iran et se réserve le droit de riposter au moment et de la manière qu'il estime convenable.



+32-2649-2044

@ksaembassybe

<http://www.mofa.gov.sa> - <http://embassies.mofa.gov.sa/sites/Belgium>

[beemb@mofa.gov.sa](mailto:beemb@mofa.gov.sa)

## Le projet NEOM et l'Initiative investissement du futur : une vision de l'avenir



Le 24 octobre, le prince héritier Mohammed ben Salmane a lancé NEOM, un projet d'investissement de 500 milliards de dollars visant à établir la première zone économique indépendante au monde. Celle-ci s'étendra sur trois pays : l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie. Le projet NEOM sera soumis aux normes de durabilité les plus rigoureuses, et sa zone autonome sera exclusivement alimentée au moyen de sources d'énergies alternatives. Le projet est articulé principalement autour de neuf secteurs clés : la mobilité de l'énergie et de l'eau, la biotechnologie, l'alimentation, la fabrication de pointe, les médias, les divertissements, les sciences technologiques et numériques, et l'avenir (notamment le logement, l'éducation et la sécurité).

Le projet NEOM a été lancé lors de la première édition de l'Initiative de l'investissement du futur (IIF), une conférence d'investissement mondial organisée sous le patronage du roi Salmane, le Gardien des deux saintes mosquées, et parrainée par le Fonds d'investissement public (PIF). 3 500 experts internationaux issus du monde de la finance, de la technologie et de l'entrepreneuriat ont participé à cet événement.

Des représentants d'entreprises ont exprimé leur intention d'investir davantage en Arabie saoudite : Masayoshi Son, président de la Softbank japonaise, a annoncé que la banque investirait dans la Saudi Electric dans le cadre d'une initiative visant à développer des solutions énergétiques vertes. Mohamed Alabbar, président d'Emaar Properties (Émirats arabes unis), a déclaré quant à lui qu'il a hâte d'aider le royaume à développer le projet NEOM de 500 milliards de dollars. D'importants hommes d'affaires britanniques et américains ont également discuté des stratégies d'investissement au cours d'une séance intitulée « Le monde en 2030 : création de valeur pour la prochaine génération. »

Les représentants saoudiens du Fonds d'investissement public (PIF) ont aussi profité de cet événement pour réitérer leur souhait de nouer d'autres partenariats internationaux dans l'optique de devenir le plus grand fonds souverain d'investissement au monde. Yasir Al-Rumayyan, directeur général du PIF, a pris la parole lors de la séance d'ouverture pour annoncer la création d'une alliance de 20 milliards de dollars avec le fonds d'investissement américain BlackRock pour des projets d'infrastructures et de constructions à grande échelle selon un modèle « d'investissement classique ».



### En faveur d'un islam modéré

À l'occasion de la conférence de l'Initiative Investissement du futur, Mohammed ben Salmane, le prince héritier d'Arabie saoudite, a exprimé son souhait de revenir à une forme d'islam plus modéré, et a sollicité l'appui de la communauté internationale pour transformer le royaume en une société tolérante qui donne davantage de poids aux citoyens et attire les investisseurs.

**« Franchement, nous n'allons pas gâcher 30 ans de notre vie à combattre des idées extrémistes – nous allons les détruire maintenant et tout de suite »** Prince héritier Mohammed ben Salmane.

« Nous revenons à ce que nous étions auparavant : un pays où règne un islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions », a affirmé le prince héritier au cours de la IIF. Mohammed Ben Salmane était présent en qualité de directeur du Fonds d'investissement public (PIF) du royaume pour prononcer le discours d'ouverture devant un public composé de milliers d'investisseurs internationaux. Il a ajouté que l'Arabie saoudite est une nation moderne et l'islam une religion modérée. Il a expliqué que les événements qui se sont déroulés dans la région au cours des 30 dernières années ne sont pas représentatifs de l'Arabie saoudite : « Après la révolution iranienne de 1979, les gens voulaient copier ce modèle. Nous ne savions pas comment réagir à cette situation. Et ce problème s'est propagé à travers le monde. Il est à présent temps de s'en débarrasser. »

Cette déclaration, en phase avec les réformes sociales et économiques entreprises en vue de moderniser le pays, a été saluée par la communauté internationale. Karima Bennouna, Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour la promotion des droits culturels à travers le monde, a loué les réformes du prince héritier et les a qualifiées de « mesures très encourageantes », tout en soulignant que le plus grand défi sera de les mettre en œuvre. Le prince héritier a également saisi cette occasion pour rappeler que plus de 70 % de la population du royaume a moins de 30 ans, et que des millions de jeunes Saoudiens intégreront le marché du travail au cours des dix prochaines années.



## L'Arabie saoudite se tient aux côtés des musulmans rohingyas



Une salle de classe dédiée aux réfugiés rohingyas

Lors d'une conférence internationale de donateurs organisée à Genève le mois dernier, le Royaume d'Arabie saoudite, représenté par le Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salmane (KS Relief), s'est engagé à verser 20 millions de dollars pour résoudre la crise des réfugiés rohingyas. En tant que représentant de KS Relief, le Dr Yahya Al-Shammari a rappelé aux personnes présentes la nécessité impérieuse de lever des fonds d'aide humanitaire en faveur des musulmans rohingyas, minoritaires en Birmanie. Plus de 600 000 Rohingyas ont fui la persécution au cours des deux derniers mois.

Cette conférence, organisée par trois agences de l'Union européenne, les Nations Unies et le Koweït afin de lever des fonds pour les Rohingyas, a permis à Al-Shammari de discuter des initiatives humanitaires et économiques entreprises par l'Arabie saoudite.

Au cours des 10 dernières années, l'Arabie saoudite a en effet versé environ 66 millions de dollars sous forme d'aide humanitaire et envoyé 100 tonnes de matériel de secours aux réfugiés rohingyas habitant au Bangladesh. Le royaume a également accueilli plus de 300 000 musulmans rohingyas au cours des 40 dernières années, devenant ainsi le deuxième pays d'accueil après le Bangladesh. En collaboration avec le gouvernement bangladais et l'Organisation internationale pour les migrations, l'équipe de KS Relief a visité le camp rohingya plusieurs semaines auparavant pour évaluer les besoins humanitaires de base des réfugiés. En outre, la Fondation du roi Abdallah a lancé une initiative pour prendre en charge l'éducation de plus de 76 000 enfants réfugiés rohingyas. Le programme, soutenu par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) et la Banque islamique de développement (BID), a pour but de garantir l'accès universel à l'éducation dans les camps et installations de réfugiés. Son budget est estimé à 11,5 millions de dollars, la Fondation contribuant pour plus de 7,2 millions de dollars pendant au moins cinq ans.

Les 57 membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), dont l'Arabie saoudite, ont appelé à plusieurs reprises la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux atrocités perpétrées contre la minorité musulmane et défendre ses droits sans discrimination. La plus grande organisation musulmane au monde appelle actuellement la Birmanie à laisser les observateurs de l'ONU entrer dans le pays pour enquêter sur ce qu'ils prétendent être l'agression systématique de la minorité ethnique rohingya.

## KS Relief étend son aide humanitaire au Yémen

La coalition arabe a décidé de limiter provisoirement l'accès aux frontières de certains territoires, mers et aéroports yéménites, après que la défense aérienne saoudienne ait intercepté au nord-est de Riyad un missile balistique provenant du Yémen. Le but est d'empêcher l'Iran de fournir aux milices houthis et à leurs alliés des missiles et du matériel militaire. « Il s'agit d'un acte d'agression flagrant qui vise des pays voisins et met en péril la paix et la sécurité régionale et mondiale », a déclaré le gouvernement saoudien suite à l'attaque.

La coalition a cependant précisé que malgré cette fermeture temporaire, elle permettra l'entrée et la sortie des équipes de secours et protégera le travail des organisations humanitaires.



KS Relief a distribué 9 000 paniers alimentaires aux familles du gouvernorat d'Al-Shamayteen (gouvernorat de Taïz)

De plus, KS Relief examine actuellement la possibilité de renforcer l'aide apportée au Yémen. Au cours d'une réunion tenue en début de mois à Riyad, le Dr Abdallah Al-Rabiah, superviseur général de KS Relief, s'est réuni avec plus de 300 ministres en vue de consolider aussi bien la réponse humanitaire au Yémen que la collaboration entre le Centre et les autres organisations internationales œuvrant dans le pays. La réunion visait essentiellement à trouver des solutions pour surmonter les obstacles et les difficultés liés à la livraison de l'aide humanitaire à toutes les provinces yéménites.

Pendant ce temps, les cliniques de KS Relief continuent de dispenser des soins médicaux aux réfugiés yéménites dans le camp d'Obock, au Djibouti. Entre le 1er mai et le 30 septembre 2017, environ 595 patients ont été soignés chaque mois dans les cliniques du camp.



## Les femmes seront admises dans les stades



Après la levée historique en septembre de l'interdiction faite aux femmes de conduire, l'Autorité générale du sport, organisme régissant les activités sportives en Arabie saoudite, a annoncé le 30 octobre dernier que les Saoudiennes seraient désormais admises dans certains stades à partir de l'année prochaine. Les stades du Roi-Fahd à Riyad, du Roi-Abdallah à Djeddah et du Prince Mohammed-ben-Fahd à Dammam commenceront bientôt les préparatifs pour « *accueillir des familles* ».

Cette nouvelle mesure s'inscrit dans le cadre du plan « Vision 2030 », qui vise notamment à promouvoir les loisirs. Les autorités saoudiennes ont en même temps annoncées que la princesse Rima bent Bandar ben Sultan deviendrait la première femme à présider une fédération sportive mixte en Arabie saoudite. Elle prendra la tête de la fédération omnisport, qui a pour vocation de promouvoir les disciplines sportives au sein de la société saoudienne.

## Femmes au volant : les préparatifs sont en cours



Suite aux modifications apportées au code de la route et à l'adoption des décisions réglementaires, la prochaine étape de préparation débutera bientôt et permettra aux Saoudiennes de conduire avant juin 2018. En effet, après un mois de délibération, le comité tripartite, composé de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Finance et du Travail et du Développement social, s'apprête à émettre ses recommandations relatives aux modalités permettant de délivrer un permis de conduire aux femmes.

La prochaine étape comprendra notamment la création de garages d'entretien dirigés par des femmes, ainsi que la mise en place de nouvelles écoles de conduite. La levée de l'interdiction de conduire devrait également offrir de nouvelles opportunités d'emploi pour les femmes, qui pourront désormais devenir mécaniciennes, conductrices ou monitrices d'auto-école.

La Corporation de la formation technique et professionnelle organisera d'ailleurs des cours de formation pour entretenir et réparer les voitures. Une société nationale de transport a aussi commencé à former des conductrices et offrira plus de 150 postes dès que le ministère des Transports et le ministère de la Circulation routière mettront les nouvelles réglementations en place.

## Ce qu'ils ont dit...

*« Je ne suis pas sûr que le monde ait saisi l'ampleur de ce qui se passe en Arabie saoudite. Nous avons affaire à un tsunami »*

**Nicolas Sarkozy, ancien président français, lors de l'Initiative Investissement du futur**

## En bref

### Mission du Parlement européen en Arabie saoudite

Les membres de la sous-commission des droits de l'homme et de la délégation pour les relations avec la péninsule arabique sont de retour d'un voyage en Arabie saoudite au cours duquel ils ont discuté de la coopération régionale avec les représentants saoudiens, à un moment où le pays entreprend des réformes économiques et sociales ambitieuses.

Au cours de ce voyage de trois jours, la délégation s'est entretenue avec le Conseil de la Choura, les ministres des Affaires étrangères et du Travail, le sous-ministre de la Justice, la Commission des droits de l'homme, la Société pour les droits de l'homme et la Fondation MISK.

Les discussions ont tourné autour de différents thèmes, tels que la liberté d'expression et de religion, la lutte contre la radicalisation et la condition des femmes dans le pays. Les membres de la délégation du PE ont tous salué « *le dialogue constructif et ouvert* » et ont appelé à coopérer plus étroitement avec les autorités saoudiennes. Lors d'une déclaration publiée à l'issue de la mission, ils ont ajouté qu'« *il est d'autant plus important que la vision du prince héritier Mohammed ben Salmane d'une Arabie saoudite à l'islam modéré soit effectivement mise en œuvre, conformément aux normes universelles* ».

### Coopération avec l'Union européenne

Le 13 novembre dernier, Michele Cervone Durso, ambassadeur de l'UE en Arabie saoudite, accompagné des membres de la délégation européenne pour les pays du Golfe, ont rencontré SE Al Qassabi, ministre saoudien du Commerce et de l'Investissement. À cette occasion, ils ont annoncé le lancement d'un groupe de travail pour le plan saoudien « Vision 2030 ».

Cela renforcera les liens et la coopération entre le Royaume d'Arabie saoudite et l'Union européenne dans les domaines du commerce et de l'investissement.

